

Refusons le monopoly sur l'Ukraine des Trump, Poutine, et de leurs sous-fifres européens : ni économie de guerre, ni austérité pour les classes populaires !

Les négociations entre grandes puissances au sujet de la guerre en Ukraine battent leur plein : Poutine pose ses conditions, Trump s'impatiente et les dirigeants européens, Macron en tête, tentent de s'immiscer dans la partie. L'objectif ? Certainement pas d'obtenir une paix « juste et durable », mais de mettre la main sur les richesses minières de l'Ukraine. Sans aucun égard pour le peuple ukrainien, victime depuis plus de trois ans de cette guerre, pas plus que pour le peuple russe, qui subit lui aussi la guerre et la dictature de Poutine.

Sous prétexte de nous protéger : nous déclarer la guerre sociale

Massivement détesté, Macron se pose en chef de guerre pour tenter de nous enrôler derrière lui. Le voilà qui nous refait le coup du Covid : « Nous sommes en guerre ! »... Et voilà l'ensemble des partis politiques représentés à l'Assemblée, de la gauche à l'extrême droite, qui entre dans son jeu. À quelques nuances près, entre ceux qui mettent en avant la nécessité d'une Europe de la défense, sous la conduite de la France, et ceux qui privilégient la défense des frontières hexagonales.

Une bonne manière de nous faire prendre conscience qu'ils ne préparent pas la paix, mais la guerre. Une guerre qui n'a pas pour but de nous défendre, mais d'éprouver les rapports de force entre les grandes puissances, sur le dos des peuples de la planète, comme les Ukrainiens en font la triste expérience.

Dans l'immédiat, ils nous déclarent la guerre sociale, dans une belle unanimité. Du Medef aux confédérations syndicales, de la gauche parlementaire à l'extrême droite, tous entonnent le refrain de la priorité donnée à la défense nationale dans le budget de l'État. Une priorité qui coûte cher, puisqu'elle imposerait de doubler les dépenses militaires d'ici à 2030. Soudain, il n'est plus question d'austérité budgétaire... Car ils veulent piocher allègrement dans nos poches et dans tous les services publics, la santé, l'éducation.

Nos retraites sont en ligne de mire. Alors que les syndicats avaient fait miroiter l'illusion que la réforme

des retraites pourrait être abrogée par le « conclave » auquel le gouvernement les avait conviés, Bayrou vient de doucher leurs illusions, dimanche 16 mars, en refusant catégoriquement de revenir sur le départ à la retraite à 64 ans... Quant au Medef, il parle du report de l'âge légal pouvant aller jusqu'à 70 ans ! La retraite par capitalisation, avec des fonds de pension pour financer l'industrie d'armement, refait elle aussi surface. Travailler plus longtemps, sans savoir ce que nous allons toucher, et tout cela pour les plus grands profits des Dassault, Thales, Safran, et bien d'autres : la boucle est bouclée.

Ni chair à canons, ni chair à patrons : travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous

Pas question de nous laisser enrôler dans leur effort de guerre. Pour nous défendre contre le capitalisme, fauteur de guerre et d'exploitation, nous n'avons que nos luttes. Les étudiants contestent en ce moment les coupes budgétaires prévues sur leurs universités, dans le cadre de cette cure d'austérité qui ne vise que ce qui nous est utile. Ce gouvernement veut empêcher les enfants des classes populaires d'accéder aux études et cherche à les envoyer au turbin le plus tôt possible. La jeunesse a raison de se mobiliser, et il est temps de manifester nous aussi notre colère : salaires, retraites, conditions de vie, les raisons ne manquent pas. Il veut aussi nous diviser, en fonction des frontières, des nationalités, des origines et attaque toujours plus violemment ceux et celles qu'il prive de papiers. Le 22 mars, participons à la marche des Solidarités contre le racisme qui sera organisée dans de nombreuses villes de France.

Le compte n'est pas bon

300 grévistes à Stellantis Hordain, 400 à Caen, 100 à Mulhouse. Les débrayages se sont succédé depuis l'annonce des augmentations et de la prime PPV. Des centaines de salariés italiens ont aussi débrayé à Stellantis Pomigliano Naples) et à Stellantis Mirafiori (Turin).

Les actionnaires, eux, vont se partager 2 milliards sur les 5,5 milliards de profits, pourtant ils ne font aucune voiture. Nous on les fait. Y en a assez de se faire voler !

C'est la colère qui prime

Cette année, on n'a rien touché au titre de l'intéressement et de la participation. La seule prime qu'on va toucher sera une « prime gilet jaune », de consolation, allant de 812 à 1535 euros net, et encore, proportionnelle à la présence. Il faut retirer les jours en arrêt maladie par exemple.

Aucune de ces primes ne compte pour la retraite et elles varient énormément. Nous, on veut du stable, une vraie augmentation de salaire : 400 euros mensuels pour tous !

Grave accident au montage

Mardi 4 mars en TB sur la zone Faurecia Échappement un grave accident a eu lieu. Un ouvrier de Faurecia a été écrasé par un car à fourche. Il a plusieurs fractures à la jambe. C'était prévisible : la direction a compacté l'usine, supprimé des postes de caristes et ne cesse d'augmenter les cadences. Elle est entièrement responsable.

Usine : danger !

Les cadences entraînent une multiplication des accidents au montage. Il y a deux semaines, en HAM, où la direction veut encore supprimer un poste, un ouvrier a eu la cheville blessée après la chute d'un support moteur. Vendredi dernier, toujours en HAM, un travailleur a été percuté au ventre et dans les côtes alors qu'il manipulait un moteur avec le palan. Mercredi dernier, non loin de là, au quai C9, un chauffeur a eu le pied écrasé par un fenwick. Trois accidents la semaine dernière au montage.

On travaille dans des conditions inadmissibles, dans un stress permanent. Ça ne peut plus durer.

Les vautours !

Ça fait maintenant plus d'un mois que ceux qui suppriment les postes nous tournent autour en MV, avancent des idées, puis reviennent dessus. Ils ne manquent pas de mauvaises idées pour nous faire

courir toujours plus. Il faut nous préparer à ne pas accepter de subir.

Allez Lens !

Ces derniers jours, les débrayages se sont succédé au secteur montage du site Stellantis d'Hordain. Le 7 mars en HC1, débrayage contre les mauvaises conditions de travail et le comportement de la hiérarchie. Mercredi dernier, débrayages sur les deux tournées au secteur Kitting HC contre le sous-effectif, puis, encore une fois, jeudi dernier, des salariés de logistique ont débrayé pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail. Un exemple à suivre.

Ça roule cool !

Jeudi dernier, du fait d'un problème d'approvisionnement d'alternateurs au montage, on a travaillé en vitesse réduite de moitié jusqu'à 18 heures en TA. Certains se demandent pourquoi la direction n'a pas annulé la séance.

Si elle n'a pas annulé, c'est que, même en demi-cadence, avec un effectif plein, on est rentable. Et surtout moins fatigués !

Colère verte

Lundi de la semaine dernière en TA, en HC1 Montage, il a fallu décrocher les portes à la main, parce que le titulaire du poste était en congé et que personne ne savait se servir du manipulateur.

Soulever la porte d'une main, dégoupiller les charnières de l'autre, c'est un travail pour Hulk, pas pour nous ! Hé, les « gros cerveaux petits bras » du montage, il faudrait penser à former d'autres personnes sur le poste !

Arrête ton char

Il y a deux semaines en MV, il n'y a pas eu de briefing pour nous, mais un briefing pour les moniteurs, à cause des arrêts de lignes qui seraient trop nombreux. Ce n'est pas en supprimant encore plus de postes et en augmentant la pression que les arrêts de lignes vont se réduire.

Victoire chez Geodis

En grève durant trois semaines sur la question des salaires, les travailleurs de Geodis Calberson Gennevilliers ont obtenu une augmentation de 150 euros brut par mois.

La grève fait peur et fait plier les patrons. C'est la seule véritable arme des travailleurs !

